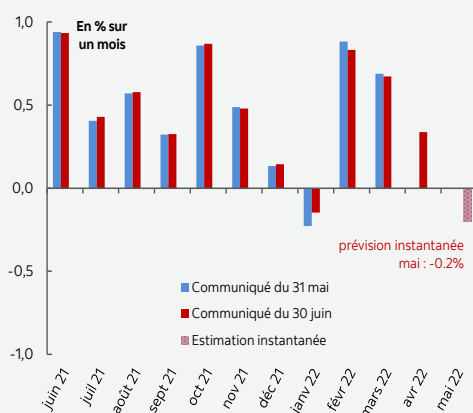


#### Contributeurs

##### Nikita Perevalov

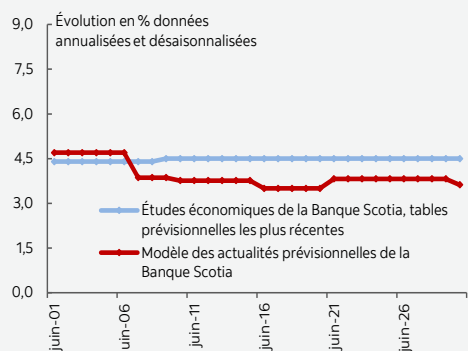
premier directeur, Prévisions économiques  
437.775.5137  
Études économiques de la Banque Scotia  
[nikita.perevalov@scotiabank.com](mailto:nikita.perevalov@scotiabank.com)

Graphique 1: PIB par secteur d'activité au Canada



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Haver Analytics, Statistique Canada.

Graphique 2: L'évolution des actualités prévisionnelles du T2 de 2022 des Études économiques de la Banque Scotia



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bloomberg, Haver Analytics.

## Les actualités prévisionnelles de la Banque Scotia : la croissance du PIB, effacée en avril par son anémie probable en mai, plonge à 3,62 % au T2 de 2022

Cette note fait partie d'une série qui sera publiée dans la foulée d'importants communiqués statistiques pour documenter les comptes rendus mécaniques des actualités prévisionnelles du PIB canadien d'après le modèle des actualités prévisionnelles de la Banque Scotia. L'évolution de ces actualités prévisionnelles viendra éclairer les perspectives macroéconomiques officielles des Études économiques de la Banque Scotia.

Le modèle est décrit dans une note correspondante accessible sur [ce lien](#).

- Statistique Canada a publié ce matin son verdict sur la croissance économique du Canada dans les derniers mois. Selon le portrait qu'elle trace de l'économie canadienne, cette croissance a entamé le T2 de 2022 à vive allure, en gagnant +0,3 % sur un mois en avril; le PIB a ensuite fait brusquement marche arrière en mai (-0,2 % sur un mois). Dans l'ensemble, l'information nouvelle a porté à la baisse, à 3,62 % sur un trimestre, en données désaisonnalisées et annualisées, les actualités prévisionnelles du PIB canadien pour le T2 de 2022 malgré la très forte incertitude de ce chiffre, en raison essentiellement du risque considérable de révisions du PIB au niveau de l'industrie.**
- En avril, la croissance du PIB pour l'ensemble de l'économie a été portée par la progression de 13 des 20 secteurs industriels; le secteur de l'exploitation minière, des carrières et de l'extraction pétrogazière a apporté la plus grande contribution (+3,3 % sur un mois), puisqu'il a continué de profiter de la flambée des cours de l'énergie et des inquiétudes qui pèsent sur l'offre dans d'autres régions. En particulier, l'extraction pétrogazière et les activités auxiliaires assimilées ont progressé à un rythme sans précédent en avril.**
- Les activités de service à la clientèle comme l'hébergement et la restauration (+4,6 % sur un mois), ainsi que les arts et les spectacles (+7,0 % sur un mois) ont continué de reprendre du mieux : la demande refoulée des consommateurs fait souffler depuis quelques mois de puissants vents favorables sur l'industrie. En avril, cette avance a surtout été masquée par les secteurs liés au logement, même si le secteur du bâtiment n'a pas bougé : l'immobilier et la location à court et à long termes ont perdu -0,8 % sur un mois, et le secteur financier a reculé de -0,7 % sur un mois.**
- En mai, la léthargie inattendue et les premières estimations laissant poindre une contraction du PIB de -0,2 % sur un mois sont essentiellement attribuables à l'anémie de l'activité dans la construction, dans l'exploitation minière, dans les carrières et dans l'extraction pétrogazière, ainsi que dans l'activité manufacturière.**
- Dans l'ensemble, si la croissance comptabilisée en avril a légèrement étonné à la hausse, la léthargie de mai et les perspectives incertaines de juin font peser une interrogation sur la tendance de la croissance de l'économie canadienne dans les prochains mois. Parce que l'inflation élevée vient gruger les finances des ménages canadiens, il devient de plus en plus improbable que les consommateurs puissent porter à la hausse la croissance à terme, à l'heure où le relèvement des taux de crédit a pour effet de doucher rapidement le marché canadien du logement. Par conséquent, si le PIB canadien est appelé à inscrire une croissance relativement vigoureuse au T2 de 2022, en partie grâce au solide élan qu'il a pris dans le trimestre précédent, il devient difficile de cerner les porteurs de la croissance au T3 de 2022, d'autant plus que la crise géopolitique actuelle ne connaît aucun répit.**

Tableau 1: Actualités prévisionnelles du PIB canadien au T2 de 2022

	Date des actualités prévisionnelles	Croissance du PIB au T2 de 2022 en %
Actualités prévisionnelles initiales	21-juin-22	3,82
Révisions et autres statistiques		-0.04
Canada: PIB par industrie		-0.16
Actualités prévisionnelles à jour	30-juin-22	3,62

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.